

UNIVERSITÉ DE YAOUNDÉ I
ÉCOLE NATIONALE SUPÉRIEURE POLYTECHNIQUE



Investigation numérique

Affaire Martinez ZOGO

Trois hypothèses explicatives de la mort

Nom :NDJEBAYI

Prénom :PATRICK NATANAEL

Filière :CIN-4

Supervisé par :M.MINKA Thierry

Année académique 2025–2026

Table des matières

Introduction	2
1 Hypothèses d’investigation numérique	3
1.1 Hypothèse 1 : Exécution planifiée avec géolocalisation en temps réel (hypothèse principale)	3
1.2 Hypothèse 2 : Erreur d’exécution ayant dégénéré en meurtre (thèse de la « mission qui a mal tourné »)	3
1.3 Hypothèse 3 : Règlement de comptes interne au sein du « Groupe l’Anecdote » avec utilisation détournée des moyens de la DGRE	4
Conclusion	5

Introduction

Dans le cadre du cours d'**Investigation numérique**, et à partir de l'ordonnance de renvoi du Tribunal Militaire de Yaoundé (30/01/2025), nous formulons trois hypothèses crédibles expliquant la mort de M. MARTINEZ ZOGO, journaliste assassiné en janvier 2023.

Ces hypothèses sont construites à partir des éléments techniques, des déclarations contradictoires et des traces numériques mentionnées dans le dossier judiciaire.

Chapitre 1

Hypothèses d'investigation numérique

Hypothèse 1 : Exécution planifiée avec géolocalisation en temps réel (hypothèse principale)

La mort de Martinez ZOGO résulte d'une opération ciblée coordonnée par la DGRE, utilisant la **géolocalisation active** de son téléphone portable et des véhicules de la brigade.

- Le Colonel DANWE JUSTIN a reconnu avoir reçu l'ordre de localiser le téléphone de Martinez ZOGO via les outils de la Surveillance Électronique de la DGRE (pages 4–6 de l'ordonnance).
- Le véhicule PRADO utilisé pour l'enlèvement a été géolocalisé en temps réel grâce à un traceur GPS ou à la triangulation cellulaire.
- Les appels répétés entre EBOBISSE, DANWE, AMOUGOU BELINGA et MAXIME EKO le 17 janvier 2023 montrent une coordination en temps réel.
- L'exploitation des données CDR (Call Detail Records) et des logs IMSI-catcher aurait permis de reconstituer le trajet exact de la victime jusqu'au lieu de l'exécution.

Preuve numérique attendue : journaux de géolocalisation DGRE + données WhatsApp/Telegram chiffrées récupérées via extraction forensic (UFED/ Cellebrite).

Hypothèse 2 : Erreur d'exécution ayant dégénéré en meurtre (thèse de la « mission qui a mal tourné »)

Initialement, l'opération visait uniquement l'enlèvement et l'intimidation, mais elle a dégénéré en assassinat à la suite d'une perte de contrôle des exécutants.

- Plusieurs mis en cause (LÉOPOLD MAXIME EKO EKO, DANWE JUSTIN) parlent d'une « mission d'intimidation » qui n'était pas censée aboutir à la mort.
- Les sévices corporels (coupures, brûlures, membre sectionné) suggèrent une séance de torture prolongée ayant mal tourné.
- Le corps a été déplacé après la mort (transport de Zoatoupsi vers SOA), ce qui indique une tentative de dissimulation post-mortem.
- Les échanges WhatsApp entre membres du commando montrent des messages paniqués après la mort (« on sera sans pitié pour lui » → peur des conséquences).

Preuve numérique attendue : messages WhatsApp/Telegram non supprimés correctement (récupérables via artefacts SQLite), horodatage des photos prises sur le lieu de torture.

Hypothèse 3 : Règlement de comptes interne au sein du « Groupe l’Anecdote » avec utilisation détournée des moyens de la DGRE

Martinez ZOGO représentait une menace financière et médiatique pour le groupe de presse d’Amougou Belinga, qui a détourné les capacités techniques de la DGRE à des fins privées.

- Martinez ZOGO enquêtait sur des détournements présumés de plus de 2 milliards FCFA au sein du groupe l’Anecdote.
- AMOUGOU BELINGA JEAN-PIERRE a reconnu avoir demandé à MAXIME EKO EKO de « faire taire » le journaliste.
- Des officiers de la DGRE (DANWE, BIDJANG, BAKAIWE) ont utilisé des outils d’État pour une opération privée.
- Des paiements en espèces et des promesses de promotion ont été faits aux exécutants.

Preuve numérique attendue : flux financiers via mobile money (Orange Money/MoMo), messages compromettants sur téléphones personnels des mis en cause, métadonnées de photos prises par les bourreaux.

Conclusion

Les trois hypothèses ne sont pas exclusives : l'opération a très probablement commencé comme un règlement de comptes privé (hypothèse 3), utilisant les moyens étatiques de surveillance et de géolocalisation (hypothèse 1), avant de dégénérer en meurtre par excès de violence (hypothèse 2).

L'investigation numérique (extraction des téléphones, récupération des chats chiffrés, analyse des logs de géolocalisation DGRE) permettra de départager définitivement ces scénarios.